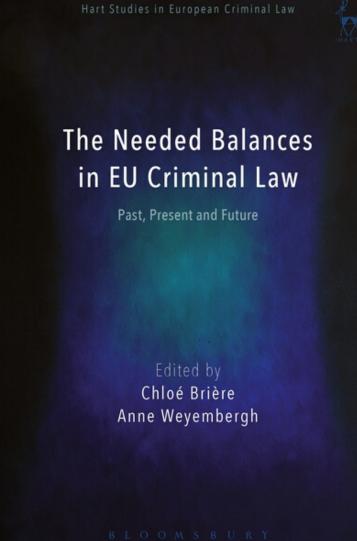


Université libre de Bruxelles, 4 - 5 May 2017

Richard BOURHIS (UQÀM)
Solbosch campus - Auditorium R42.4.502
Friday, 5 May, 09:00

Christian JOPPKE (Bern)
Jean-Benoit PILET (IU.B)
Sarah GANTY (IU.B)
Djordje SREDANOVIC (IU.B)
Andrea REA (IU.B)
Gianni D'AMATO (Neuchâtei)
Bridget BYRNE (Manchester)
Antoine ROBLAIN (IU.B)
Kees GROENENDIJK (Nijmegen)
Dora KOSTAKOPOULOU (Warwick)





CEVIPOL











Université Libre de Bruxelles Av. F. D. Roosevelt, 39 CP 172 1050 Bruxelles https://cde.ulb.be

CENTRE DE DROIT EUROPÉEN

Rapport d'activités **Année académique 2016-2017**

FACULTE DE DROIT ET DE CRIMINOLOGIE

TABLE DES MATIERES

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	3
I. OUTILS SCIENTIFIQUES	5
II. REALISATIONS SCIENTIFIQUES DU CENTRE AU COURS DE L'ANNE ACADEMIQUE ECOULEE	
1) Theses de doctorat en cours ou defendues au cours de la periode couver 2) Recherches collectives (avec indications des publications eventuelles) 3) Consultations et formations realisées au nom du Centre	7 14 R LE
5) ACCUEIL DE CHERCHEURS ET PROFESSEURS EXTERIEURS A L'ULB III. ACTIVITES SCIENTIFIQUES INDIVIDUELLES DES MEMBRES DU	17
IV. PROJETS SCIENTIFIQUES	

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Organes dirigeants

Présidente : Marianne DONY

Directrice: Emmanuelle BRIBOSIA

Personnel administratif

Françoise VANDEN BROECK

■ Enseignant·e·s et chercheur·euse·s attaché·e·s au Centre (+ETP)

a. Sur budget de fonctionnement

Emmanuelle BRIBOSIA, professeure – 1ETP Philippe DE BRUYCKER, professeur – 1 ETP Marianne DONY, professeure ordinaire – 1ETP Anne WEYEMBERGH, professeure – 1 ETP

Nicolas JONCHERAY, assistant – 1 ETP

b. Hors budget de fonctionnement

Inés ARMADA, doctorante, boursière FWO (Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek) – 1 ETP

Céline COCQ, chercheuse boursière Erasmus Mundus – GEM Stones – 1 ETP

Joseph DAMAMME, doctorant, boursier Mini ARC – 1 ETP

Louise FROMONT, doctorante FNRS – 0.5 ETP (co-tutelle avec le centre Perelman)

Sarah GANTY, doctorante boursière ARC -0.5 ETP (co-tutelle avec le centre Perelman)

Cécilia RIZCALLAH, doctorante FNRS - 0.5 ETP (co-tutelle avec l'Université de Saint-

Louis – Bruxelles)

Anthony RIZZO, doctorant, boursier Mini ARC – 1 ETP

Francisco MENA PARRAS, doctorant (depuis octobre 2015 sans financement)

Collaborateur·rice·s scientifiques/Chercheur·euse·s associé·e·s/Membres associé·e·s (en fonction des statuts de chaque Centre)

• Collaborateur·rice·s scientifiques

Stéphanie BOSLY
Pierluigi CONGEDO
Serge DE BIOLLEY
Kirstyn INGLIS
Maubert MASANOMA MUANAMOSI
François RENARD
Catherine SMITS
Laura SURANO

• Chercheur · euse · s associé · e · s

Moritz BAUMGÄRTEL Emmanuel SLAUTSKY Dorothea STAES Laura VAN DEN EYNDE

• Membres associé·e·s

Jean-François BELLIS
Gilles DE KERCHOVE
Carine DOUTRELEPONT
Daniel DUMONT
Laure LEVI
Pierre-Marie LOUIS
Martin MARTINEZ-NAVARRO
Peter OLIVER
Andrée PUTTEMANS
François RENARD

Isabelle RORIVE Katarina SZYCHOWSKA

Olivier SPELTDOORN Anne VALLERY

Sean VAN RAEPENBUSCH Arnaud VAN WAEYENBERGE

Denis WAELBROECK

I. OUTILS SCIENTIFIQUES

1) Bibliothèque(s) spécialisée(s) (indication des matières couvertes)

Le Centre dispose d'une bibliothèque spécialisée en droit de l'asile et de l'immigration qui est gérée par le réseau Odysseus.

2) Site Internet (si contenu scientifique)

Le <u>site</u> du Centre de droit européen a fait l'objet d'une refonte complète depuis la transformation de la section juridique en Centre de droit européen. L'année 2015-2016 a été consacrée à l'élaboration du site et à son lancement. Ce site, mis en ligne en septembre 2016, met à la disposition des internautes une liste des publications scientifiques de ses membres, la présentation des ouvrages de la collection « Mégret » et « Études européennes » (Éditions de Bruxelles) ainsi qu'une information complète sur ses activités, ses actualités et les podcasts de certains séminaires et conférences.

Une page Facebook du Centre de droit européen a également été créée.

Une série des Working Papers du Centre doit être lancée en 2017-2018.

II. REALISATIONS SCIENTIFIQUES DU CENTRE AU COURS DE L'ANNEE ACADEMIQUE ECOULEE

1) Thèses de doctorat en cours ou défendues au cours de la période couverte

1. Thèses soutenues au cours de la période couverte

- Baumgärtel, Moritz, *The Two European Courts and the Rights of Migrants : A Contextual Evaluation of Court Effectiveness*, Co-promotrices : Isabelle Rorive (Université Libre de Bruxelles) et Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles), défense privée le 22 novembre et défense publique le 5 décembre 2016.
- Brière, Chloé, *The EU's Policy Against Trafficking in Human Beings. A Representative Example of the Challenges Caused by the Externalization of the Area of Freedom, Security and Justice*, Co-promoteurs: Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) et Robert Roth (Université de Genève), défense privée le 31 août 2016 et défense publique le 22 septembre 2016.
- Cardoso Ferreira, Maria Helena, Le droit de la concurrence de l'Union européenne et les droits de la propriété intellectuelle dans une économie de croissance, Promotrice : Marianne Dony (Université Libre de Bruxelles), défense le 13 décembre 2016.

- Staes, Dorothea, *The European Court of Human Rights and its Procedures of Reference to 'External Sources' and of 'Cross References'*, Co-promoteurs: I. Rorive (Université Libre de Bruxelles) et S. Van Drooghenbroeck (Université Saint-Louis Bruxelles), défense publique le 26 juin 2017.
- Tsourdi, Evengelia, *Administrative Governance in the EU Asylum Policy. The Dimits of the European Administration in Establishing a Common Asylum system*, Promoteur: Philippe de Bruycker (Université Libre de Bruxelles), défense privée le 21 novembre 2016 et défense publique le 7 décembre 2016.
- Wieczorek, Irene, *The Legitimacy of EU Criminal Law: what Role for Normative Justifications?*, Co-promoteurs: Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) Paul De Hert (Vrije Universiteit Brussels), défense privée le 31 octobre 2016 et défense publique le 15 novembre 2016.
- Willems, Auke, *Mutual Trust as a Core Principle of EU Criminal Law. Conceptualising the Principle with a View to Enhance Mutual Recognition in Criminal Justice Matters*, Co-promoteurs: Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) et Paul de Hert (Vrije Universiteit van Brussel), défense en avril 2017.

2. Thèses en cours

- Armada, Inès, *Transnational Investigations and Evidence Law: in Search for an EU Legal Framework? The Case of Special Investigation Techniques*, Co-promoteurs: Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) et Paul de Hert (Vrije Universiteit Brussel).
- Burchett, Julia, *La lutte contre la radicalisation dans l'Union européenne*, Co-promotrices : Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) et Constance Chevallier-Govers, (Université de Grenoble).
- Cocq, Céline, *Mutual Trust in the Regional and Interregional Cooperation to Counter Terrorism : An analysis of EU and ASEAN Approaches* (titre provisoire), Co-promoteurs : Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) et Robert Roth (Université de Genève).
- Damamme, Joseph, *La responsabilité de l'entreprise et l'inclusion des personnes en situation de handicap sur le marché de l'emploi*, Co-promotrices : Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles) et Isabelle Rorive (Université Libre de Bruxelles).
- Fromont, Louise, La gouvernance économique au sein de l'Union européenne à la suite de la crise économique et financière : quelles conséquences pour l'État de droit ?, Copromoteurs : Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles) et Arnaud van Waeyenberge (Université Libre de Bruxelles).
- Ganty, Sarah, *Intégration, droit et obligations*: *Une étude des différents modèles d'intégration des migrants dans les politiques et droit européens*, Co-promotrices: Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles) et Isabelle Rorive (Université Libre de Bruxelles).
- Joncheray, Nicolas, *La notion d'autonomie du droit de l'Union*, Promotrice : Marianne Dony (Université Libre de Bruxelles).
- Kameoka, Etsuko, *Legal Professional Privilege in Competition Law Enforcement in the European Union*, Co-promoteurs : Marianne Dony (Université Libre de Bruxelles) et Jean-François Bellis (Université Libre de Bruxelles).

- Leroux, Gaël, *L'impact des traités commerciaux de l'Union européenne sur la réglementation de l'économie numérique*, Co-promoteurs : Marianne Dony (Université Libre de Bruxelles) et Rostane Mehdi (Université d'Aix-en-Provence).
- Mena, Francisco, Javier, Cour de Justice de l'Union européenne et marge nationale d'appréciation : le cas des droits fondamentaux, Co-promoteurs : Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles) et Paul de Hert (Vrije Universiteit Brussel).
- Ricci, Chiara, *The Role of Criminal Law in the Enforcement of the EU's External Border Policy*, Co-promotrices: Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) et Katalin Ligeti (Université du Luxembourg).
- Rizzo, Anthony, Le volet financier de la lutte contre la criminalité et le terrorisme en droit de l'Union européenne et en droit belge : quelle place pour les droits fondamentaux en matière de confiscation et de gels d'avoirs ?, Promotrice : Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles).
- Rizcallah, Cécilia, La confiance mutuelle : pierre angulaire de l'espace constitutionnel européen ? Analyse transversale et critique d'un principe fondamental du droit de l'Union européenne, Co-promoteurs : Emmanuelle Bribosia (Université Libre de Bruxelles) et Sébastien Van Drooghenbroeck (Université Saint-Louis Bruxelles).
- Urban, Marco, Les accords interinstitutionnels; vecteurs de démocratisation des relations extérieures de l'UE? Étude des accords interinstitutionnels et de leur usage dans le cadre de la procédure de négociation et conclusion des accords internationaux, Promoteur: Michael Hahn (Université de Berne).
 - 2) Recherches collectives (avec indications des publications éventuelles)
 - a. Recherches sur fonds facultaires:

Non applicable.

b. Recherches sur fonds extérieurs :

• Projet européen ENACT (e-learning National Active Charter Training – e-NACT'), 2017-2019. JUST-AG-2016/JUST-AG-2016-04.

Coordonné par l'Institut universitaire de Florence et dont la promotrice au sein du Centre de droit européen est Emmanuelle Bribosia.

Projet financé par la Commission européenne (DG Justice) prévoyant une méthodologie de formation et des activités de formation qui, associées à l'expertise des formateurs impliqués, favorisent l'émergence et la consolidation d'une culture commune des droits fondamentaux. Le projet, coordonné par l'*European University Institute*, impliquant <u>plusieurs universités et instituts européens</u>, vise à fournir des activités et des outils de formation dans des domaines d'importance cruciale pour l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'UE (asile et migration, protection des données, droits de l'enfant, droits sociaux dans le domaine de

l'emploi et liberté d'expression). Son principal objectif est d'aider les juristes nationaux à se familiariser avec l'application de la Charte.

Projet ARC interdisciplinaire - Sous le signe du mérite et de la conformité culturelle.
 Les nouvelles politiques d'intégration des immigrés en Europe

Coordonné par Andrea Rea (Centre Migration Asile Multiculturalisme).

Promoteurs : A. Azzi, E. Bribosia, D. Jacobs, L. Licata, J.-B. Pilet, I. Rorive et G. Van Hamme (1^{er} janv. 2013 – 31 déc. 2017).

Le réseau MAM est un réseau de chercheurs de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) collaborant depuis près de 10 ans sur les problématiques de la migration, de l'asile et du multiculturalisme (MAM). L'équipe est composée de chercheurs en sociologie, en droit, en sciences politiques, en psychologie sociale et en géographie. Ils travaillent ensemble sur un thème commun défini pour une période de 5 ans. Pour la période 2012-2017, le réseau travaille sur la problématique des politiques d'intégration en Europe. Ce projet s'inscrit dans un projet d'action de recherche concertée financé par la Communauté française au sein duquel deux doctorants (en droit et en psychologie sociale) et un post-doctorant (en sociologie) travaillent actuellement.

• Co-organisation du colloque international final In Search of Cultural Conformity. The New Integration and Migration Policies in Europe, dans le cadre du projet ARC-Mam, mai 2017



• Projet PAI - HRI (Human Rights Integration) The Global Challenge of Human Rights Integration: Toward a Users' Perspective

Coordonné par Eva Brems (UGent).

Promotrices ULB: E. Bribosia et I. Rorive (1^{er} oct. 2012 – 30 sept. 2017).

Le réseau de recherche *The Global Challenge of Human Rights Integration: Towards a Users' Perspective* (HRI) vise a étudier les droits fondamentaux comme un ensemble intégré du point de vue de la perspective des utilisateurs. Le HRI est un pôle d'attraction interuniversitaire financé par BELSPO. Y participent l'Université de Gand, l'Université Libre de Bruxelles, la Vrije Universiteit van Brussel, l'Université d'Anvers, l'Université Saint-Louis – Bruxelles ainsi que l'Université d'Utrecht.

• Co-organisation avec l'Université Saint-Louis – Bruxelles de l'après-midi d'études Vers un enseignement supérieur inclusif. Boîte à outils des étudiants en situation de handicap, Université Saint-Louis – Bruxelles, 27 avril 2017.



Cet après-midi d'études entend faire le point sur l'encadrement juridique qui, en Belgique, régit l'enseignement supérieur inclusif à destination des étudiants en situation de handicap.

Loin de se cantonner à une approche juridique de cette thématique, les organisateurs ont souhaité ménager une large place aux expériences vécues par différents acteurs, qu'il s'agisse d'Unia (le Centre interfédéral pour l'égalité des chances), des services d'administration de l'enseignement de l'Université Libre de Bruxelles et de l'Université Saint-Louis – Bruxelles, ou encore d'étudiants à besoins spécifiques ayant suivi une formation universitaire.

Il s'agit, ce faisant, tout autant d'identifier d'éventuelles difficultés dans la mise en œuvre de la législation que de mutualiser les « bonnes pratiques »

Dans cette perspective, il sera également rendu compte d'une expérience pilote, à savoir l'élaboration d'un Code de conduite par l'*Equality Law Clinic* de l'Université Libre de Bruxelles.

L'après-midi d'études sera clôturée par des conclusions générales présentées en duo, par un philosophe et un juriste.

• EUROPEAN CRIMINAL LAW ACADEMIC NETWORK (voir site http://eclan.eu/en)

Coordination : Anne Weyembergh (Université libre de Bruxelles), Katalin Ligeti (Université du Luxembourg) et Valsamis Mitsilegas (Queen Mary University of London).

Le réseau ECLAN a été mis sur pied par Anne Weyembergh et Serge de Biolley en 2004. Ses activités ont été lancées le 1^{er} décembre 2004.

Le réseau couvre 32 États, c'est-à-dire les 28 États membres de l'Union européenne, ainsi que 4 États tiers (la Suisse, la Norvège, l'Islande et la Bosnie-Herzégovine) avec lesquels l'Union entretient des rapports étroits en matière policière et judiciaire pénale. Il regroupe plus de 150 professeurs et chercheurs spécialisés en droit pénal européen.

Le réseau a principalement pour objectif de favoriser la recherche scientifique et de renforcer les synergies entre les universités, académiques et scientifiques, par l'organisation de conférences ou colloques internationaux et par la publication d'ouvrages collectifs. Il vise aussi à développer l'enseignement et la formation dans le secteur de droit pénal de l'Union européenne. Il entend fluidifier les contacts et les échanges entre le « monde universitaire » et les institutions européennes. Le réseau met ainsi à disposition de celles-ci et en particulier de la Commission l'expertise de ses membres.

- 1) Multiple Framework Contracts for Impact Assessment, Evaluation and Evaluation related services; Compliance Assessment and Evaluation of Communication activities avec la Commission européenne (DG Justice partenaires : Deloitte et College of Europe, Bruges) (depuis 2016) Coordonné pour l'Université Libre de Bruxelles par Anne Weyembergh.
- 2) Framework Contract on Impact Assessment, Evaluation and Evaluation-Related Services in the Area of Migration and Home Affairs avec la Commission européenne (DG Home partenaires : Odysseus et Deloitte) (depuis décembre 2015) Coordonné pour l'Université Libre de Bruxelles par Anne Weyembergh.
- 3) Constitutional European Criminal Law after Lisbon and Stockholm. In Search of a Foundation Respectful of Human Rights, contrat de recherche Geconcerteerde Onderzoeksacties (GOA), 2011-2016 Coordonné pour l'Université Libre de Bruxelles par Anne Weyembergh et pour la Vrije Universiteit Brussel par Paul De Hert.

Autres activités d'ECLAN:

- 20 et 21 octobre 2016 : 6ème édition de l'ECLAN PhD Seminar, *European Criminal Justice Trends and Research Methodology*, Wirtschaftsuniversität Wien, Autriche.
- 29, 30 et 31 mars 2017 : Conférence et symposium *European Criminal Law in the Global Context : Values, Principles and Policies*, ECLAN et IJ University of Coimbra, Coimbra, Portugal.

- 3 juillet 2017 : Conférence *E-evidence: New Challenges for EU Cooperation*, Institut d'études européennes, ECLAN et le Centre de droit européen, Bruxelles, Belgique.
- 16 et 17 novembre 2017 : 7ème édition de l'ECLAN PhD Seminar, *The EU Area of Freedom, Security and Justice Facing the Digital Revolution Harmonization, Approximation or A Completely New Approach*?, University of Basel, Bâle, Suisse.
- Le réseau académique d'études juridiques sur l'immigration et l'Asile en Europe ODYSSEUS (voir site http://odysseus-network.eu)

Créé en 1999 avec l'appui financier de la Commission européenne, le réseau Odysseus est coordonné par son fondateur, Philippe De Bruycker (professeur et chercheur au Centre de droit européen et à l'Institut d'Études européennes) et Lilian Tsourdi. Le réseau Odysseus a pour vocation d'offrir une expertise sur le droit européen relatif aux frontières, visas, l'immigration et l'asile ainsi que sur le droit interne des États membres dans ces matières. L'objectif est de fournir aux universitaires, aux décideurs politiques, aux praticiens et aux ONG une information juridique de qualité dans une perspective européenne. Odysseus regroupe plus de 50 membres experts provenant de chacun des États membres de l'Union européenne ainsi que de la Norvège, l'Islande, la Suisse et la Turquie.

1°) Projet Omnia



Le Réseau académique Odysseus a lancé en septembre 2015 pour une durée de trois ans et avec le soutien du programme Jean Monnet, le **projet Omnia** (http://odysseus-network.eu/omnia-project-overview/). Ce projet a pour objectif la diffusion des connaissances en droit européen de l'immigration et de l'asile ainsi que la création de diverses banques de données. Le projet Omnia recouvre les activités suivantes :

- **Un blog internet** (http://<u>eumigrationlawblog.eu</u>) alimenté par des articles des membres du réseau Odysseus et d'autres experts au sujet de l'actualité juridique et politique en matière d'immigration et d'asile dont voici quelques exemples :
 - B. NAGY (Central European University), *The Aftermath of an Invalid Referendum on Relocation of Ssylum seekers : a Constitutional Amendment in Hungary*, 10 novembre 2016, http://eumigrationlawblog.eu/the-aftermath-of-an-invalid-referendum/;

- P. DE BRUYCKER (Université Libre de Bruxelles), A Happy New Year for Migration and Asylum Policy? A Critical Review of the Legal and Policy Developments in 2016 in Relation to the Crisis of European Union, 18 janvier 2017, http://eumigrationlawblog.eu/a-happy-new-year-for-migration-and-asylum-policy/;
- J.-Y. CARLIER (Universités de Louvain et de Liège) et L. LEBOEUF (Universités d'Anvers et Louvain), Le visa humanitaire et la jouissance effective de l'essentiel des droits: une voie moyenne? À propos de l'affaire X. et X., 27 février 2017, http://eumigrationlawblog.eu/le-visa-humanitaire-et-la-jouissance-effective-de-lessentiel-des-droits-une-voie-moyenne-a-propos-de-laffaire-x-et-x/;
- N. SITAROPOULOS (Office of the Concil of Europe Commissioner for Human Rights), Ill-Treatment of Migrants in Greek Law Enforcement Are the Strasbourg Court Judgments the Tip of the Iceberg?, 23 mars 2017, http://eumigrationlawblog.eu/ill-treatment-of-migrants-in-greek-law-enforcement-are-the-strasbourg-court-judgments-the-tip-of-the-iceberg/;
- S. LABAYLE (Université Libre de Bruxelles), Crise des réfugiés et valeurs de l'Union; L'Europe après la pluie?, 2 juin 2017, http://eumigrationlawblog.eu/crise-des-refugies-et-valeurs-de-lunion-leurope-apres-la-pluie/;
- N. ZAUN (Université d'Oxford), *EU Asylum Policies : the Power of Strong Regulating States*, 3 juillet 2017, http://eumigrationlawblog.eu/eu-asylum-policies-the-power-of-strong-regulating-states/#more-1529.

- La 2ème conférence annuelle organisée à

l'Université Libre de Bruxelles en coopération avec Représentation de la Belgique auprès de la Commission européenne s'est tenue le 10 février 2017. Elle était intitulée « Beyond State 'crisis'? The of Immigration and Asylum Law and Policy in the EU ». Cette conférence a attiré 675 participants a évalué de manière critique l'évolution de



la législation et de la politique européenne en matière d'immigration et d'asile au cours de l'année 2016. Après une séance plénière consacrée à la nature de la crise en matière d'asile, y compris l'importance des valeurs européennes pour les politiques de migration et d'asile d'un point de vue juridique, neuf ateliers interactifs organisés en trois axes ont couvert les sujets suivants :



BEYOND 'CRISIS'? THE STATE OF IMMIGRATION AND ASYLUM LAW AND POLICY IN THE EU

ODYSSEUS ANNUAL CONFERENCE ORGANISED IN COOPERATION WITH THE REPRESENTATION OF THE EUROPEAN COMMISSION IN BEIGIUM 10 FEBRUARY 2017

Bringing together different legal experts on asylum and migration from across Europe, this conference critically assesses the developments in 2016 and investigate possible trends. The most important policy and legal measures are analysed in three streams:

Stream 1- Cooperation: The European Border and Coast Guard | Hotspots | Relocation

Stream 2 - Protection: Detention | Asylum Legislative Package | Dublin IV

Stream 3- Management: Databases | Legal Migration | The Partnership Framework

More information on this conference and how to register can be found at:

CHARLEMAGNE BUILDING | RUE DE LA LOI 170 | 1000 BRUSSELS











a) Coopération entre États-membres :

- Vers un corps européen de gardes-frontières ?
- Les hotspots et les agences de l'Union : vers une administration intégrée de l'UE ?
- Relocalisation : pourquoi cela ne fonctionne-t-il pas ?

b) Protection des personnes :

- Les interactions judiciaires dans le contrôle du retour et de la détention des migrants
- Pourquoi une $3^{\text{ème}}$ génération de normes législatives en matière d'asile ?
- Dublin IV : le chemin à suivre ?

c) Gestion des flux migratoires :

- Base de données européennes : des limites sous le contrôle du juge
- Quelle nouvelle 'Carte bleue' ?
- Le cadre de partenariat de la migration de l'UE : une solution externe à la crise ?

Les présentations Powerpoints et les enregistrements vidéos sont accessibles à l'adresse : http://odysseus-network.eu/2017-conference/

- Summer School d'Odysseus (cfr. infra)

- Bases de données

Le lancement d'un ensemble de bases de données vise à fournir des informations en ligne sur les publications, les événements et la recherche en matière d'immigration et d'asile.

Les deux premiers catalogues accessibles concernent les publications et les événements. Toute personne peut soumettre en ligne une publication ou un événement qui apparaîtra immédiatement en ligne.

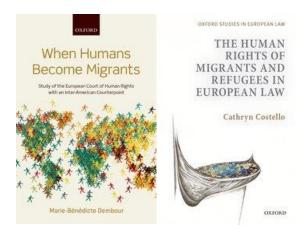
- Publications : http://odysseus-network.eu/catalogues/publications

- Événements : http://odysseus-network.eu/catalogues/events

<u>2°) Prix de la meilleure publication en droit européen de l'immigration et de l'asile</u>

Le Réseau Odysseus récompense des travaux académiques remarquables en droit européen de l'immigration ou de l'asile avec deux prix annuels.

En 2016, le prix du meilleur ouvrage a été attribué à :



- **Marie-Bénédicte Dembour** pour son ouvrage intitulé « **When Human Become Migrants** » ;
- Cathryn Costello pour son ouvrage intitulé « The Human Rights of Migrants and Refugees in European Law ».

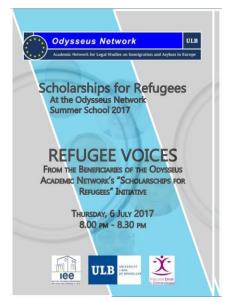
3°) Prix « Chercheur en Début de Carrière »

Le *Prix* « *Chercheur en Début de Carrière* » a été attribué à **Violeta Moreno-Lax** pour son article intitulé « **The Legality of the "Safe Third Country" Notion Contested : Insights from the Law of Treaties** » *in* G. S. Goodwin-Gill et P. Weckel (eds.), *Migration ans Refugee Protection in the 21st Century : Legal Aspects*.

- 3) Consultations et formations réalisées au nom du Centre
- Summer school « The EU Area of Criminal Justice » (co-organisée par l'Institut d'Études Européennes et le réseau ECLAN), coordonnée par Anne Weyembergh
 - o 3 juillet 2017 au 7 juillet 2017 : 14ème edition

Plus d'informations sur le site de l'école d'été : http://www.summerschool-ulb-criminaljustice.eu

• Summer School d'Odysseus « Droit et politique de l'immigration et de l'asile de l'Union européenne », coordonnée par Philippe De Bruycker



L'objectif du cours d'été européen du réseau Odysseus est de fournir aux participants une connaissance globale de la politique d'immigration et d'asile de l'Union européenne d'un point de vue juridique. Les cours offrent à la fois l'opportunité d'évoluer dans un environnement européen unique, Bruxelles abritant de nombreuses organisations internationales et européennes offrant de multiples possibilités de contacts, et de vivre une expérience intellectuelle stimulante dans un groupe d'une centaine de personnes spécialisées en matière d'immigration ou d'asile provenant de toute l'Union européenne.

Les cours sont dispensés par les professeurs issus des universités participant au Réseau qui est représenté dans tous les États membres de l'Union européenne, la Suisse, l'Islande et la Norvège ainsi que par des professionnels de

haut niveau issus d'organisations européennes, en particulier la Commission européenne. Les cours sont en principe donnés séparément, en anglais d'un côté et en français de l'autre. La participation au cours d'été est sanctionnée par un certificat d'assiduité. Les cours qui sont d'ordre juridique sont en prise directe avec l'actualité la plus récente. Les plus récents travaux de la Commission européenne, du Conseil des ministres et du Parlement européen sont intégrés aux enseignements, notamment grâce à la participation de fonctionnaires européens comme conférenciers dans le cadre des cours. Une importante documentation actualisée est mise à disposition de chacun des participants via une plate-forme électronique.

L'école d'été inclut un séminaire doctoral offrant à un groupe d'une dizaine de doctorants l'occasion de présenter individuellement leur projet de thèse et de bénéficier de l'avis critique d'un panel composé de membres du Réseau Odysseus. Elle comprend également des visites des institutions européennes, des soirées-débats sur diverses questions d'actualité en présence de praticiens ainsi qu'un cocktail de réseautage avec des professionnels de l'immigration et de l'asile.

La 17^e édition qui s'est déroulée à l'Université Libre de Bruxelles du 3 au 17 juillet 2017 a réuni 123 participants. Elle a été marquée par une initiative exceptionnelle de *crowdfunding* qui a permis d'accueillir gracieusement 7 étudiants réfugiés provenant de Syrie, d'Afghanistan, d'Égypte, du Rwanda, de Palestine et d'Éthiopie.

Plus d'informations sur le site de l'école d'été : http://odysseus-network.eu/scholarships-for-refugees-2017/

4) Cycle(s) de conférences ou de séminaires (organisé(s) collectivement par le Centre)

o Séminaires internes du Centre de droit européen

Sur une base bi-mensuelle, le Centre organise des séminaires internes tout au long de l'année, sur l'heure de midi, réunissant l'ensemble de ses membres et, le cas échéant, quelques invités extérieurs. Le principe est de consacrer une demi-heure aux discussions relatives aux activités collectives et ensuite un membre du Centre présente un article ou un volet de sa recherche et les membres présents discutent la présentation effectuée.

O Cycle de conférences « Les apéros du droit européen »

- 21 novembre 2016, *Between Love and Hate The Brexit : an Amicable Divorce ?*, Bruno de Witte (Maastricht University et Institut universitaire européen, Florence) Valsamis Mitsilegas (Queen Mary University London).
- 29 novembre 2016, L'accord UE-Turquie, l'externalisation de la politique d'immigration et d'asile au risque des droits fondamentaux, Rostane Mehdi (Directeur de l'Institut d'études politiques de Sciences-Po Aix) et Philippe De Bruycker (Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, Institut universitaire européen, Florence).
- 3 juillet 2017, *Evidence : New Challenges for EU Cooperation*, Serge de Biolley (Ministère de la Justice de Belgique), Katalin Ligeti (Université de Luxembourg) et Isabelle Pérignon (Cheffe d'unité, Commission européenne).

o Mardis du droit de la concurrence

- 10 octobre 2016, *One Year On*, Ian Forrester (Juge à la Cour de Justice de l'Union européenne).
- 15 novembre 2016, *Price Signalling and EU Competition Law the Container Shipping Case*, Itai Rabinovici (Case Handler, Commission européenne).
- 8 décembre 2016, State Aid Control and Tax Rulings on Tranfer Pricing, Max Lienemeyer (Chef du groupe de travail sur l'aide fiscale, DG COMP).
- 13 décembre 2016, *Développements récents dans le domaine de l'énergie (antitrust, aides d'État et concentrations)*, Céline Gauer (Cheffe d'unité, DG Concurrence).
- 17 janvier 2017, *Développements récents en matière des concentrations*, Carles Esteva Mosso (Directeur général adjoint, DG Concurrence).

- 7 février 2017, *Jurisprudence récente en matière de cartels*, Fernando Castillo della Torre (Service juridique de la Commission européenne).
- 14 mars 2017, Aides d'État, développemnts récents en matière de sélectivité, Giuseppe Conte (Service juridique de la Commission européenne).
- 25 avril 2017, *Recent developments on abuse of dominant position*, Ekaterina Rousseva (Policy Analyst and Case Coordinator, DG COMP).
- 16 mai 2017, *ECN Plus-Empowering Competition Authorities*, Eddy de Smijter (Chef d'unité, DG COMP).

5) Accueil de chercheurs et professeurs extérieurs à l'ULB

a) Chercheurs visiteurs

- Marie Ortiz (Sciences Po Grenoble CESICE, France), octobre 2016 octobre 2017
- Marco Urban (Université de Lausanne, Suisse), janvier juin 2017

b) Professeurs invités

Non applicable.

III. ACTIVITES SCIENTIFIQUES INDIVIDUELLES DES MEMBRES DU CENTRE

a. <u>Liste des publications</u>

i. Ouvrages publiés à titre de seul auteur

Dony, M., *Droit de l'Union européenne*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016, 6ème édition.

ii. Ouvrages édités à titre de seul éditeur

Non applicable.

iii. Ouvrages publiés en collaboration

• Bribosia, E. et Rorive, I. (eds.), *Human Rights Tectonics. Global Perspectives on Integration and Fragmentation*, Intersentia, 2018, accepté pour publication.

- Bribosia, E., Rea, A., Rorive, I. et Sredanovic, D., (eds.), *Governing Plural Societies*. *Migrants Integration and Multiculturalism in North America and in Europe*, Bruxelles, Éditions de Bruxelles, 2017, soumis pour publication.
- Bribosia, E., Rorive, I. et Van Drooghenbroeck, S. (eds.), *Droit de la non-discrimination : Avancées et enjeux*, Bruxelles, Bruylant, 2016, 251 p.
 - Ganty, S. et Vanderstraeten, M., « Actualités de la lutte contre la discrimination dans les biens et services, en ce compris l'enseignement », pp. 183-246.
- Brière, C. et Weyembergh A. (eds.), *The Needed Balances of EU Criminal Law : Past, Present and Future*, Bloomsbury, Hart Publishing, 2017, 472 p.
 - o Armada, I., Brière, C. et Weyembergh, A., « The Cooperation Between Police and Justice at EU Level : the Case of Joint Investigation Teams », pp. 355-382.
- Chetail, V., De Bruycker, P. et Mariani, F. (eds.), *Reforming the Common European Asylum System: The New European Refugee Law*, Leiden, Brill Nijhoff, 2016, 541 p.
- Fromont, L. et Van Waeyenberge, A. (eds.), *Actualités de la protection juridictionnelle dans et par l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2017, 264 p.
 - o Fromont, L. et Van Waeyenberge, A., « Accès des particuliers à la justice dans l'Union européenne : vers une 'Union de droit' », pp. 79-134.
 - O Rizzo, A., « La protection juridictionnelle offerte par le droit de l'Union européenne en matière de gel d'avoirs : une oeuvre inachevée ? », pp.177-231
 - Joncheray, N., « De l'usage de l'article 6 CEDH face aux autorités administratives indépendantes dotées d'un pouvoir de sanction », pp. 231-256.
- Picod, F., Rizcallah, C., Van Drooghenbroeck, S. (eds.), *Commentaire article par article de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, Bruxelles, De Boeck, 2017, 1280 p.
 - o Bribosia, E., Hislaire, J. et Rorive, I., « Article 20 », pp. 469-488.
 - o Bribosia, E., Hislaire, J. et Rorive, I., « Article 21 », pp. 489-514.
 - o Rizcallah, C. et Van Drooghenbroeck, S., « Commentaire de l'article 52 de la Charte (limitations) », pp. 1083-1113.

iv. Parties d'ouvrages collectifs

• Armada, I. et Weyembergh, A., « The Mutual Recognition Principle and EU Criminal Law » in M. Fletcher, E. Herlin-Karnell and C. Matera (dir.), *The European Union as an Area of Freedom, Security and Justice*, 2016, forthcoming.

- Armada, I. et Weyembergh, A., « The Principle of *ne bis in idem* in Europe's Area of Freedom, Security and Justice » in M. Bergström, T. Konstadinides et V. Mitsilegas (dir.), *Research Handbook on EU Criminal Law*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2016, pp. 189-209.
- Bailleux, A., Bodson, B., Declercq, F., Dermine, P., Dumont, H., Fromont, L., Joris, T., Martin, T., Romainville, C., Tulkens, N., Vandenbruwaene, W., Van Meerbeeck, J., « Belgian Report » in Division of Competences and Regulatory Powers between the EU and the Member States, XVIIth FIDE Congress Proceedings, vol.3, Wolters Kluwer, Budapest, 2016, pp. 462 et s.
- Baumgärtel, M. et Ganty, S., « Chapitre 4 « Établir un droit juste de la migration » in C. Bricteux et B. Frydman (dir.), Les Défis du droit global, Bruxelles, Bruylant, 2017, pp. 81-116.
- Bribosia, E. et Rorive, I., « Human Rights Integration in Action : Making Equality Law Work for Trans People in Belgium » *in* E. Brems (dir.), *Fragmentation and Integration in Human Rights Law : Users'* Perspectives, Cheltenham, Edward Elgar Publishers, 2018, pp. 111-138.
- Bribosia, E. et Rorive, I., « The Enforcement and Effectiveness of Anti-Discrimination Law in Belgium » *in* M. Mercat-Bruns, D. Oppenheimer et C. Sartorius (dir.), *The Enforcement and Effectiveness of Anti-Discrimination Law*, Springer Publishing, 2017, p. 43-62.
- Bribosia, E. et Rorive, I., « Seeking to Square the Circle: A Sustainable Conscious Objection in Reproductive Healthcare » *in* S. Mancini et M. Rosenfeld (dir.), *Conscience Wars*, Cambridge University Press, 2018, pp. 392-413.
- Bribosia, E., Isailovic, I. et Rorive, I., « Objection Ladies! Taking IPPF-EN v. Italy One Step Further » *in* E. Brems (dir.), *Integrated Human Rights in Practice: Rewriting Human Rights Decisions*, Cheltenham, Edward Elgar Publishers, 2017, pp. 261-288.
- Bribosia, E., Caceres, G et Rorive, I., « Le droit de la non-discrimination aux prises avec la conscience des entreprises » in A.-G. Gagnon et P. Noreau (dir.), *Constitutionnalisme, droits et diversité : Mélanges en l'honneur de J. Woehrling*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, pp. 419-460.
- Bribosia, E., Rizcallah, C., et Rorive, I., *Country Report (Belgium): Non-Discrimination (Reporting Period 1 January 2016 31 December 2016)*, European Network of Legal Experts in Gender Equality and Non-Discrimination, http://www.equalitylaw.eu/country/belgium.
- Brière, C., « Balancing Fundamental Rights and Migration Management in the External Dimension of the EU Migration Policy » *in* J. Hojnik (dir.), *Strenghtening the Rule of Law in the EU*, University of Maribor Press, 2016, pp. 57-70.
- Brière, C. et Weyembergh, A., « Relations between the EPPO and Eurojust Still a Privileged Partnership? » in L. Erkelens, P. Geelhoed et A. Meij (eds.), Shifting Perspectives on the European Public Prosecutor's Office, Asser Press, Springer Verlag, forthcoming.
- Brière, C. et Weyembergh, A., « EU Criminal Law » in A. Ripoll et F. Trauner (eds.), Routledge Handbook of Justice and Home Affairs Research, Routledge, forthcoming.

- Cocq, C., « The EU and ASEAN Approaches in Fighting Terrorism : Collaboration or Cooperation ? » *in* ICPVTR-RSIS and Konrad-Adenauer-Stiftung (dir.), *Countering Daesh Extremism. European and Asian Responses*, 2016, pp. 153-164.
- Cocq, C., « Encryption and Anonymization Online: Challenges for Law Enforcement Authorities within the EU » *in* S. Miettinen and T. Bräutigam (dir.), *Data Protection, Privacy and European Regulation in the Digital Age,* Helsinki, Forum Iuris, 2016, pp. 178-204.
- Cocq, C., « Être autochtone. Une spécificité prise en compte par les juridictions pénales canadiennes » *in* O. Benoist (dir.), *Justice et Diversité Culturelle*, Aix-en Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2016, pp. 87-110.
- Cocq, C. et Galli, F., « The Evolving Role of Europol in the Fight Against Terrorism at the EU Level: Deficient Flows of Information and Future Prospects » *in* S. Hufnagel et C. McCartney (dir.), *A Question of Trust: International Police and Justice* Cooperation, Londres, Hart Publishing, 2017, pp. 125-148.
- Damamme, J., « La construction multi-niveaux des droits des personnes en situation de handicap comme vectrice de protection des travailleurs alcooliques et toxicomanes » in Actes de la Conférence des assistants à Louvain-la-Neuve, Human Rights as a Basis for Reevaluation and Reconstructing the Law, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 101-118.
- De Bruycker, P., « La nouvelle Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes : un modèle neuf bâti sur une logique dépassée » in J. Auvret Finck et A.-S. Millet-Devalle (dir.), *Crise des réfugiés, crise de l'Union européenne ?*, Paris, Éditions Pedone, 2017, pp. 115-126.
- Dony, M., « Réinstallations et relocalisations : une réponse insuffisante à la crise des réfugiés qui traduit une crise plus profonde de l'Union » in J. Auvret Finck et A.-S. Millet-Devalle (dir.), Crise des réfugiés, crise de l'Union européenne?, Paris, Éditions Pedone, 2017, pp. 143-166.
- Dony, M., « Le contentieux lié au financement des missions de service public » in V. Giacobbo Peyronnel et C. Verdure (dir.) Contentieux du droit de la concurrence de l'Union européenne Questions d'actualité et perspectives, Bruxelles, Bruylant, 2017, pp. 465-500.
- Ganty, S., « La situation socio-économique des couples mixtes et étrangers en Belgique : un obstacle dans le parcours migratoire » in L. Odasso (dir.), Migration, amour et État : un ménage à trois, Revue de l'Institut de Sociologie, 1, 2015, pp. 85-105.
- Ganty, S., « Reconsidering Civic Integration Policies for Migrants through the Lens of Socio-Economic Status. Examples of Belgian and Dutch Legal Orders » *in* D. Cuypers et J. Vrielink (dir.), *Equal is not Enough*, Cambridge, Intersentia, 2016, pp. 93-116.
- Mustaki, G. et Urban, M., « Typologie des conflits entre actionnaires » in D.-A. Knüsel (dir.), *Développements récents en droit commercial VI*, Publications CEDIDAC 99, Lausanne, 2017, pp.1-19.
- Weyembergh, A., « Le *ne bis in idem* en matière pénale dans l'UE : de quelques développements récents et de quelques perspectives » in V. Franssen et D. Thiel (dir.), Actes de la 5ème journée franco-belge de droit pénal, Existe-t-il encore un seul non bis in idem aujourd'hui?, L'Harmattan, 2017, à paraître.
- Weyembergh, A., « L'éclatement persistant des sources européennes » in G. Roussel et F-X. Roux-Demare (dir.), Actes du colloque sur l'européanisation de la justice pénale, Paris, CUJAS, 2016, pp. 29-40.

- Weyembergh, A., « Infiltration and Controlled Deliveries » in K. Ligeti (dir.), *The Future of Prosecution in Europe*, vol. 2, Oxford, Hart Publishing, 2017, forthcoming.
- Weyembergh, A. et Wieczorek, I., « Is there an EU Criminal Policy? » in R. Colson and S. Field (dir.), EU Criminal Justice and the Challenges of Diversity, Cambridge University Press, 2016, pp. 29-47.

v. Articles dans des revues scientifiques

avec comité de lecture

- Bribosia, E. et Rorive, I., « Affaires Achbita et Bougnaoui : entre neutralité et préjugés (obs. sous C.J.U.E., Gde Ch., arrêts Achbita et Bougnaoui, 14 mars 2017) », Revue trimestrielle des droits de l'homme, 2017, pp. 1015-1035.
- Bribosia, E. et Rorive, I., « Droit de l'égalité et de la non-discrimination », *Chronique European Journal of Human* Rights, 2017, n° 2, pp. 191-213.
- Bribosia, E. et Rizcallah, C., « Arrêt C.K. : transfert 'Dublin' interdit en cas de risque de traitements inhumains et dégradants tenant à la situation particulière d'un demandeur d'asile », *Journal de droit européen*, 2017, n° 5, pp. 181-183.
- Bribosia, E. et Weyembergh, A., « Confiance mutuelle et droits fondamentaux : back to the future », *Cahiers de droit européen*, 2016/2, pp. 469-522.
- Bribosia, E. et Weyembergh, A., « Arrêt « Aranyosi et Caldararu » : imposition de certaines limites à la confiance mutuelle dans la coopération judiciaire pénale », *Journal de droit européen*, 2016, vol. 6, pp. 225-227.
- Brière, C. et Weyembergh, A., « CJUE, 8 septembre 2015, *Taricco et consorts* », *Droit pénal de l'entreprise*, 2016/3, pp. 239-250.
- Clarenne, J., De Broux, P.-O., Detroux, L., El Berhoumi, M., Lerouxel, H., Mossoux, Y., Nennen, C., Rizcallah, C., van Drooghenbroeck, S., Van Eeckhoutte, D., van Meerbeeck, J., « La Cour constitutionnelle face au Pacte budgétaire européen : un arrêt sans intérêt ? », Journal des Tribunaux, à paraître.
- Cocq, C. et Galli, F., « Data Retention Regime Within the EU: Reinventing a Common Framework After the CJEU Ruling on the Digital Rights Ireland Case? », *European Journal of Policing Studies*, 4 (1), 2016, pp. 146-172.
- Cocq, C., « EU Data Protection Rules to Law Enforcement Activities : Towards an Harmonised Legal Framework? », *New Journal of European Criminal Law*, vol. 7, issue 3, 2016, pp. 263-276.
- Cocq, C., « Information and Intelligence. The Current Divergences between National Legal Systems and the Need for Common (European) Notions », *New Journal of European Criminal Law*, vol. 8, issue 3, 2017, en ligne.
- De Bruycker, P. et Tsourdi, L., « The Challenge of Asyslum Detention to Refugee Protection », *Refugee Survey Quarterly*, vol. 35, n° 1, https://rsq.oxfordjournals.org/content/current.
- Delgrange, P. et Ganty, S., « Heurs et malheurs des parcours d'accueil et d'intégration des étrangers en Belgique », Revue du droit des étrangers, 2016, n° 185, pp. 511-528.
- Dony, M., « L'avis 2/15 de la Cour de justice : un 'jugement de Salomon'? », Revue trimestrielle de droit européen, 2017, pp. 525-554.

- Dony, M., « Quel avenir pour la politique commerciale commune ? », Revue trimestrielle de droit européen, 2017, pp. 189-200.
- Fromont, L., « L'Eurogroupe : le côté obscur de la gouvernance de la zone euro », *Revue du droit de l'Union européenne*, 3/2017, pp. 1 et s.
- Ganty, S., « Les tests d'intégration civique sous le contrôle de la Cour de justice de l'Union européenne : Un exercice d'équilibriste périlleux entre marge d'appréciation des États membres et protection des ressortissants de pays tiers », *Journal européen des droits de l'Homme*, 2016/1, pp. 32-56.
- Joncheray, N. et Weyembergh, A., « Punitive Administrative Sanctions and Procedural Safeguards: a Blurred Picture that Needs to be Addressed », *New Journal of European Criminal Law*, 2016, vol.7, n° 2, pp. 190-210.
- Rizcallah, C., « European and International Criminal Cooperation: A Matter of Trust?
 CJEU (Grand Chamber), Aranyosi and Caldararu, 5 April 2016, Joined Cases C-404/15
 and C 659/15 PPU CJEU (Grand Chamber), Petruhhin, 6 September 2016, Case C-182/5 », Case note series of College of Europe, n° 1, 2017.
- Rizcallah, C., « The Dublin System : the ECJ Squares the Circle Between Mutual Trust and Human Rights Protection Comments Under the Case C-578/16 », EU Law Analysis, 2017, http://eulawanalysis.blogspot.be/2017/02/the-dublin-system-ecj-squares-circle.html.

> sans comité de lecture

- Dony, M., « Aides d'État », Journal de droit européen, 2016, pp. 186-199.
- Dony, M., « Le contrôle des aides d'État », *Journal de droit européen*, 2017, pp. 194-211.
- Ganty, S., « La situation socio-économique, un obstacle légal dans le parcours migratoire des couples mixtes et étrangers en Belgique », *Revue de l'Institut de sociologie de l'ULB*, 2016, à paraître.
- Weyembergh, A., « Réflexions sur quelques équilibres essentiels au droit pénal européen », *Cahiers sur l'Europe de la sécurité et de la justice*, 2016, numéro spécial, à paraître.

b. Participation à des colloques et conférences

i. Communication/rapport

- Bribosia, E., participation au séminaire fermé de professeurs *Quand les entreprises définissent la neutralité*... les balises de la Cour de Justice de l'Union européenne (arrêts du 14 mars 2017), Université Catholique de Louvain, Belgique, 2017.
- Bribosia, E., Rizcallah C. et Rorive, I., « Belgium Country Report on Measures to Combat Discrimination », *Migration Policy Group and the Human European Consultancy for the European Commission*, 2016.

- Bribosia, E. et Rorive I., « Making Human Rights and Equality Law Effective for Trans People in Europe », *Berkeley Comparative Equality and Anti-Discrimination Law Study Group Annual Conference*, Trinity College, Dublin, 2017.
- Bribosia, E. et Rorive I., « Human Rights Integration in Context the Case of Transgender », *Fragmentation and Integration in Human Rights Law : Users' Perspectives*, Institut universitaire européen, Florence, Italie, 2017.
- Bribosia, E. et Rorive I., « Enseignement supérieur inclusif : la dynamique du droit international et européen », après-midi d'études *Vers un enseignement supérieur inclusif. Boîte à outils des étudiants en situation de handicap*, Université Saint-Louis Bruxelles, Bruxelles, 2017.
- Cocq, C., participation à la conférence *Asia-Europe Counter-Terrorism Dialogue* organisée par RSIS-ICPVTR de la National University of Singapore et le Konrad Adenauer Stiftung, Singapour, 2016.
- Damamme, J., « Ceci n'est pas un handicap! Quelle délimitation du concept de handicap en droit de la non-discrimination? », séminaire doctoral de la Faculté de droit de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2016.
- Damamme, J., « Economic Dynamics and the Enterprise Responsibility for the Inclusion of Persons with Disabilities in the Employment Market », séminaire *Visiting Researchers* de la Faculté de droit de l'Université de Berkeley, Californie, États-Unis, 2017.
- Damamme, J., « Diversity at the University: Good Practice for Enhancing Inclusion of Students with Disabilities », First Biennial Conference EU in European Affairs EUEA: Controversial Approaches towards European Solidarity from Burden Sharing to Integration, Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2017.
- Damamme, J. et Staes, D., « A Method of External Referencing to Interpret the Rights of Persons with Disabilities: (Missed) Opportunities for Human Rights Integration in the European Court of Human Rights Case Law », meeting annuel de la *Law & Society Association*, University of New Orleans, États-Unis, 2016, http://www.lawandsociety.org/NewOrleans2016/neworleans2016.html.
- Dony, M., « La participation de l'UE aux conférences climatiques », colloque La dimension environnementale de l'action extérieure de l'UE, Université de Nice, France, 2017.
- Fromont, L., « Litigation before the Court of Justice of the European Union », *Austerity on trial. Legal mobilizations and austerity policies in Europe*, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2017.
- Fromont, L., et Maceda Correa, A., « The Usage of Predictive Algorithms in Court : A Win Against Bias or a Defeat of Fundamental Rights? », *International Research Collaboration on Law and Development*, Law & Society Association/RCSL 2017, Mexico, Mexique, 2017.
- Fromont, L., « The Concept of Solidarity and Financial Instruments to Fight the Crisis », First Biennial Conference EU in European Affairs EUEA: Controversial Approaches towards European Solidarity from Burden Sharing to Integration, Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2017.

- Fromont, L., « The European Stability Mechanism : A Solidarity that (Des)Unites ? », New Challenges to European Solidarity, University of Cambridge, Cambridge, Royaume-Uni, 2017.
- Fromont, L., « Le prix démocratique du sauvetage de la zone euro », Les administrations à l'épreuve de leur dette, séminaire de recherche pluridisciplinaire—CERSA (CNRS Paris II UMR7106) et GREDEG-CREDECO (University of Nice CNRS UMR 78321), Paris, France, 2016.
- Fromont, L. et Urban M., « Nouveaux enjeux de l'Union européenne face à la mondialisation morceaux choisis : Les relations extérieures de l'Union et la gouvernance économique », *Les midis de la Faculté*, Faculté de droit de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2017.
- Ganty, S., « Integration of EU Citizens and Third-Country Nationals in EU Law and Policy: A Multifaceted Concept », conférence internationale ARC/MAM *In Search of Cultural Conformity, The New Integration and Migration Policies in Europe*, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2017.
- Ganty, S., « Les parcours d'accueil et d'intégration en Belgique : tour d'horizon », Cycle de conférences *Actualités en droit des étrangers*, organisé par l'asbl ADDE, Bruxelles, Belgique, 2016.
- Ganty, S., « L'intégration, nouveau filtre des droits des migrants. Une étude des politiques d'intégration européennes, belges, françaises et néerlandaises ainsi que du droit de la non-discrimination », Conférence internationale organisée par les universités de Montréal, Genève et Bruxelles, Les politiques migratoires face au défis identitaires et sécuritaires, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2016.
- Ganty, S., « Prohibition of Discrimination on the Ground of Social Condition: an Efficient Tool to Protect Socio-Economically Underprivileged People? », conférence internationale *Global Challenge of Human Rights Integration: Towards a User's Perspective*, UGent, Gand, Belgique, 2016.
- Ganty, S., « Prohibition of Discrimination on Grounds of Social Condition: Making Socio-Economically Disadvantaged People Visible », *Law and Society Conference*, New Orleans, États-Unis, 2016.
- Joncheray, N., « Punitive Administrative Sanctions and Procedural Safegards », colloque *Joint ULB/VUB Intersectorial Dialogue*.
- Rizzo, A., Présentation de l'article « La protection juridictionnelle offerte par le droit de l'Union européenne en matière de gel d'avoirs : une oeuvre inachevée ? », Formation UB3 La protection juridictionnelle dans et par l'Union européenne, sous la coordination de Louise Fromont, aspirante F.R.S.- F.N.R.S. au Centre de droit européen et au Centre Perelman de philosophie du droit de l'Université Libre de Bruxelles, et Arnaud Van Waeyenberge, professeur à HEC Paris et à l'Université Libre de Bruxelles, Université Saint-Louis Bruxelles, Bruxelles, 2016.
- Urban M., Commentaire de la présentation « Le concept de droit individuel après Lisbonne : le retour de la *Schutznormtheorie* ? », 12ème séminaire de jeunes chercheurs en droit public comparé, droit international et droit européen, Max Planck Institut für Ausländisches Öffentliches Recht und Völkerrecht, Heidelberg, Allemagne, 2017.

• Weyembergh, A., « Réflexions sur quelques équilibres essentiels au droit pénal européen », colloque *L'Europe de la sécurité et de la justice, quels enjeux pour la France?*, Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), Paris, France, 2016.

ii. Présidence de séance/animation comme discutant

- Bribosia, E., présidente de séance, conférence-apéro du droit européen, « L'accord UE-Turquie, l'externalisation de la politique d'immigration et d'asile au risqué des droits fondamentaux » par Rostane Mehdi, Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2016.
- Bribosia, E et Rorive I., discutantes dans le cadre de l'expert meeting *Fragmentation* and *Integration in Human Rights Law : Users' Perspectives*, Institut Universitaire Européen de Florence, Italie, 2017.
- Bribosia, E. et Rorive, I. (avec Correa, A.M., Courtois, C., Guysels, T., Leroy, C. et Thissen, R.), co-organisation avec l'*Equality Law Clinic* de la conférence *Les droits bafoués des personnes trans*, Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2017.
- Bribosia, E. et Rorive I., présidentes de séance et co-organisation de la conférence *Ici, là-bas... et en-haut : quand les femmes s'expriment sur le divorce religieux et séculier en Occident* de P. Fournier (Université d'Ottawa), Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2016.
- Joncheray, N., direction de la Brussels Summer School on EU Competition Law, Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique.

iii. Organisation

- Bribosia, E. (avec les membres du Centre de droit européen), co-organisation et coordination du cycle de conférences *Les Apéros du droit européen*.
- Bribosia, E., co-organisation de l'année thématique « Diversités » de l'Université Libre de Bruxelles, dans le cadre du comité de pilotage en tant que conseillère « diversités » des autorités académiques de l'Université Libre de Bruxelles.
- Bribosia, E., co-organisation du colloque international final, dans le cadre du projet ARC-MAM, In Search of Cultural Conformity. The New Integration and Migration Policies in Europe, 2017.
- Bribosia, E. et Rorive, I. (avec Correa, A.M., Courtois, C., Guysels, T., Leroy, C. et Thissen, R.), co-organisation avec l'*Equality Law Clinic* de la conférence *Les droits* bafoués des personnes trans, Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2017.
- Bribosia, E. et Rorive I., présidentes de séance et co-organisation de la conférence *Ici, là-bas... et en-haut : quand les femmes s'expriment sur le divorce religieux et séculier en Occident* de P. Fournier (Université d'Ottawa), Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2016.

- Bribosia E., co-organisation de la Conférence de rentrée académique de l'Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, Le rôle de la Cour de Justice dans le contexte des crises que traverse l'Union européenne, Invité: Président Koen Lenaerts, 2016.
- Bribosia, E., Damamme, J. et Rorive, I., membres de l'équipe organisatrice de l'aprèsmidi d'études co-organisée entre l'Université de Saint-Louis Bruxelles et l'Université Libre de Bruxelles, *Vers un enseignement supérieur inclusif. Boîte à outils des étudiants en situation de handicap*, 2017.
- Brière, C. et Weyembergh, A., Organisation de la conférence pour le 10^{ème} anniversaire du réseau académique ECLAN, *The Needed Balances of EU Criminal Law : Past, Present and Future*, 2016.
- Cuk, T., Fromont, L. et Maceda Correa, A., « Global Law of Platforms: Towards a
 Governance of Online Sharing Economy », Young Scholar Event Brussels Global Law
 Week, Bruxelles, Belgique, 2017.
- Fromont, L. et Van Waeyenberge, A., *Actualités de la protection juridictionnelle dans et par l'Union européenne*, UB³, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique, 2016.
- Joncheray, N., organisation d'un colloque *Joint ULB/VUB Intersectorial Dialogue*, organisé conjointement entre la Vrije Universiteit Brussel et l'Université Libre de Bruxelles à la demande de la Direction C de la Direction Générale Justice de la Commission européenne.
- Joncheray, N., création de la Brussels Summer School on EU Competition Law.
- Weyembergh, A., co-organisation avec l'ECLAN Team et coordination des Summer schools annuelles *The EU Area of Criminal Justice*.

c. Collaborations extérieures

i. Séjours d'étude ou de recherche à l'étranger

• Céline Cocq :

Intern in the Terrorism Prevention Programme – UNODC-ROSEAP (Regional Office for Southeast Asia and the Pacific), Bangkok, Thaïlande, 1^{er} février 2016 – 31 juillet 2016.

• Joseph Damamme :

Séjour de recherche à la Faculté de droit de l'Université de Berkeley, Californie, États-Unis, 1^{er} janvier – 11 avril 2017.

• Sarah Ganty:

LL.M. (Master of Laws) à la Faculté de droit de l'Université de Yale, Etats-Unis, août 2017 – mai 2018.

• Cécilia Rizcallah :

Séjour de recherche à l'Institut universitaire européen de Florence, Italie, 1^{er} avril – 1^{er} juillet 2017.

ii. Appartenance à des sociétés savantes

- Bribosia, E., membre du Berkeley Comparative Anti-Discrimination Law Study Group.
- Cocq, C., assistante coordinatrice d'ECLAN.
- Dony, M., membre de l'Académie Royale de Belgique, classe des Lettres et des Sciences Morales et Politiques.
- Joncheray, N., membre fondateur de l'Association francophone des praticiens en droit de la concurrence.

iii. Mandats exercés auprès de revues (y compris comité de lecture) ou dans des maisons d'édition (à titre permanent ou non)

- Bribosia E., co-directrice (avec Patrick de Fontbressin) de la collection « Droit et justice », aux éditions Anthémis, depuis 2015.
- Bribosia, E., secrétaire de rédaction du *Commentaire J. Mégret*, aux Éditions de l'Université de Bruxelles, depuis 2002.
- Bribosia, E., membre du comité de rédaction des *Cahiers de droit européen*, éditions Bruylant, depuis 1999.
- Bribosia, E., membre du comité de rédaction du *Journal européen des droits de l'homme European Journal of Human Rights*, De Boeck Larcier, depuis 2013.
- Bribosia, E., collaboratrice scientifique auprès de la *Revue belge de droit international*, depuis 2004.
- Bribosia, E., collaboratrice scientifique auprès de la *European Anti-Discrimination Law Review*.
- Bribosia, E., collaboratrice scientifique auprès de la *Revue belge de droit international*.
- Cocq, C., membre du comité de lecture pour le UNSW (University of New South Wales), Law Journal Vol. 39 n°3.
- Cocq, C., partie du comité de lecture pour le *University of South Wales Law Journal*.
- Dony, M., co-directrice (avec François Foret) de la collection « Études européennes » des Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Dony, M., directrice du *Commentaire J. Mégret*, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Dony, M., membre du Comité de rédaction des *Cahiers de droit européen*.
- Weyembergh, A., éditrice en chef (avec Paul De Hert, Valsamis Mitsilegas, Scott Crosby et Holger Matt) du *New Journal of European Criminal Law*, depuis mai 2014.
- Weyembergh, A., éditrice générale (avec Valsamis Mitsilegas et Katalin Ligeti) de la *EU Criminal Law Series of Hart Publishing*, depuis 2014.
- Weyembergh, A., membre du Comité de rédaction des *Cahiers de droit européen*.

• Weyembergh, A., membre du Conseil scientifique de la Revue belge de droit international.

iv. Missions d'expert ou de consultant

- Bribosia, E., (avec Rorive, I.) à titre de coordinatrice européenne pour l'aspect « religion et convictions » et à titre d'expert national (Belgique) du *European network of legal experts in gender equality and non-discrimination* coordonné par le Migration Policy Group et le Human European Consultancy pour la Commission européenne.
- Bribosia, E., (avec Rorive, I.), experte externe dans le cadre du contrat avec le Parlement européen (Civil Liberties, Justice and Home Affairs, Women's Rights and Petitions), multiple framework contract IP/G/ALL/FWC/2013-002/Lot 6, depuis 2013.
- Dony, M., consultation pour le Forum sur le financement des Centres de compétences, depuis juin 2016.
- Joncheray, N., consultant auprès du European Youth Forum sur les limites constitutionnelles à l'implication d'acteurs tiers dans le processus décisionnel européen.

v. Autres

- Bribosia, E., membre du jury « FRESH Défis économiques et sociaux » pour le FNRS.
- Bribosia, E., conseillère des autorités de l'Université Libre de Bruxelles à la politique de diversité.
- Cocq, C., participation à différents workshops organisés en Europe, dont à CBS Copenhague (janvier 2017), Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles (février 2017), GIGA Hambourg (mars 2017), Rome (avril 2017) par le programme Gem-Stones.
- Rizcallah, C., obtention d'une bourse F.R.S.-FNRS pour la mobilité (séjour de recherches à Florence).
- Weyembergh, A., conseillère du recteur de l'Université Libre de Bruxelles pour les relations avec les institutions européennes.

d. Réalisations diverses

i. Enseignements à l'extérieur de l'ULB

- Brière, C., *Introduction au droit du marché intérieur, libre circulation des personnes et citoyenneté*, cours de 3h dans le cadre des cours d'introduction pour les juristes, Collège d'Europe, Bruges, Belgique, septembre 2015 et 2016.
- Dony, M., *Relations extérieures de l'Union européenne*, cours dans le cadre du master « Études Politiques et Internationales, Faculté de gouvernance, sciences économiques et sociales », Rabat, du 10 au 14 avril 2017.
- Joncheray, N., formation en droit de la concurrence à destination des juges et de procureurs européens, organisé par l'*European Judicial Training Network*, en partenariat avec la Commission européenne, Vienne.
- Weyembergh, A., *L'espace européen de justice pénale*, séminaire de formation pour les fonctionnaires roumains, cours de 12h organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Bucarest, Roumanie, du 2 au 3 juin 2016.

ii. Prix, distinctions et marques de notoriété scientifique

Non applicable.

iii. Activités de coopération au développement

Non applicable.

iv. Activités de vulgarisation

- Bribosia, E., Participation au projet « Carnet d'identité », en collaboration avec *Le Soir*
- Bribosia, E. et Rorive, I., *The Dark Side of Neutrality*, ECJ Headscarf Series, Strasbourg Observers, septembre 2016, https://strasbourgobservers.com/2016/09/14/ecj-headscarf-series-4-the-dark-side-of-neutrality/.
- Ganty, S., «1, 2, 3, intègre-toi », La Libre Belgique, 2016, http://www.lalibre.be/debats/opinions/1-2-3-integre-toi-583485facd70a4454c03f7c6.
- Joncheray, N., « C'est quoi l'Europe ? », Université des enfants, Université Libre de Bruxelles.

v. Conférences, participations à des émissions radiotélévisées, rédaction d'articles (dans des revues non scientifiques)

- Bribosia, E., interview donnée à *Esprit Libre*, « Handicap et études. Les barrières à franchir pour un enseignement supérieur adapté », septembre 2017.
- Bribosia, E., interview donnée à *Esprit Libre*, « Nos étudiants en droit : chevaliers des temps modernes », avril 2017.
- Bribosia, E., participation à l'émission « Tendances Première » de la *RTBF* en vue de présenter l'*Equality Law Clinic* co-fondée avec Isabelle Rorive.
- Bribosia, E., participation à l'émission « Le Forum de midi première » sur la *RTBF* relative aux attentats du 22 mars.
- Bribosia, E., interview donnée à *Horizon-recherche ULB*, dans le dossier relatif au SIDA/HIV, « Collaborateur ou collègue séropositif : et après ? », 16 novembre 2017.
- Bribosia, E. et Rizcallah C., publication d'une carte blanche dans *Le Soir*, « Visas humanitaires.
 Yes gewonnen! », 17 mars 2017, https://plus.lesoir.be/86363/article/2017-03-17/visas-humanitaires-yes-gewonnen.
- Damamme, J. et Staes, D., présentation de l'article « A Method of External Referencing to Interpret the Rights of Persons with Disabilities: (Missed) Opportunities for Human Rights Integration in the European Court of Human Rights Case Law », Annual Meeting of the Law & Society Association, University of New Orleans, États-Unis, 2 au 5 juin 2016, http://www.lawandsociety.org/NewOrleans2016/neworleans2016.html.
- Damamme, J., « Disability discrimination because of denial of 'reasonable accommodations': a very positive connection between the ECHR and the UNCRPD in çam v. Turkey », Strasbourg Observers, mars 2016, https://strasbourgobservers.com/2016/04/01/disability-discrimination-because-of-denial-of-reasonable-accommodations-a-very-positive-connection-between-the-echr-and-the-uncrpd-in-cam-v-turkey/.
- Dony, M., très nombreuses interviews dans la presse écrite et audiovisuelle, tout particulièrement à l'occasion du référendum sur le Brexit.
- Dony, M. et Joncheray, N., *Une union européenne franco-allemande à géométrie variable n'est pas la solution*, publication pour Le Monde, 13 juillet 2017.
- Fromont, L., « L'École de Bruxelles, une approche pragmatique du droit », *Blog droit européen*, 12 avril 2017, https://blogdroiteuropéen.com/2017/04/12/lecole-de-bruxelles-une-approche-pragmatique-du-droit/.
- Ganty, S., Les parcours d'accueil et d'intégration en Belgique : cadre théorique, Fédération des CPAS bruxellois, 10 novembre 2016.
- Ganty, S., L'interdiction de la discrimination sur la base de la condition sociale. Rendre visibles les personnes socio-économiquement défavorisées qui sont discriminées, Les midis de la Faculté de droit de l'ULB, Bruxelles, 13 décembre 2016.
- Ganty, S., *Prohibition of Discrimination on Grounds of Social Condition: Making Socio-Economically Disadvantaged People Visible*, Human Rights Center of Ghent University, 12 septembre 2016.

- Ganty, S., Integration of Migrants from a Legal Perspective: Evolution and Role of a Multifaceted Concept in EU Law, séminaire de recherche en collaboration avec le MAM, 24 mars 2017.
- Ganty, S., *Le refus de s'intégrer bientôt sanctionné*, interview pour L'Echo,1^{er} avril 2016.
- Ganty, S., workshop pour le projet AMIF « Droits et intégration » de l'ADDE, Intégration : définitions et modèles. Le cas de la Belgique de 1980 à aujourd'hui, avril 2016.
- Ganty, S., Francken veut fouiller des gsm, interview pour Le Soir, 29 juin 2016.
- Rizcallah, C., « Solidarity and Trust : an Ambivalent Relationship? », intervention lors de la conférence 1st Biennial EU in European Affairs Conference : Controversial Approaches Towards European Solidarity From Burden Sharing to Integration, Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles, 22 et 23 mai 2017
- Weyembergh, A., nombreuses interviews dans la presse écrite et audiovisuelle, tout particulièrement à la suite d'attaques terroristes, à propos de la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

vi. Encadrement de groupes, etc.

- Bribosia, E., co-promotrice (avec S. Van Drooghenbroeck) de la thèse de Cécilia Rizcallah, La confiance mutuelle: pierre angulaire de l'espace constitutionneL européen? Analyse transversale et critique d'un principe fondamental du droit de l'Union européenne, F.N.R.S., 2016-.
- Bribosia, E., co-promotrice (avec I. Rorive) de la thèse de Moritz Baumgärtel, Foreigners in the Labyrinth of Human Rights: An Analysis from the User Perspective, défendue le 5 décembre 2016.
- Bribosia, E., co-promotrice (avec I. Rorive) de la thèse de Sarah Ganty, *Les nouvelles politiques publiques d'intégration des étrangers en Europe : analyse sous l'angle des principes*, en cours.
- Bribosia, E., co-promotrice (avec I. Rorive) de la thèse de Joseph Damamme, La responsabilité de l'entreprise et l'inclusion des personnes en situation de handicap sur le marché de l'emploi, en cours.
- Bribosia, E., co-promotrice (avec A. Van Waeyenberge) de la thèse de Louise Fromont, La nouvelle gouvernance économique au sein de l'Union européenne à la suite de la crise économique et financière : quelles conséquences pour l'État de droit ?, en cours.
- Bribosia, E., co-promotrice (avec P. De Hert, Vrije Universiteit Brussel s) de la thèse de Francisco Mena Perras, *Cour de justice de l'Union européenne et marge nationale d'appréciation : le cas des droits fondamentaux*, en cours.
- Bribosia, E., présidente du comité d'accompagnement de la thèse de Dorothea Staes, The European Court of Human Rights and its Procedures of Reference to 'External Sources' and of 'Cross References, co-promoteurs: I. Rorive (Université Libre de Bruxelles) et S. Van Drooghenbroeck (Université Saint-Louis – Bruxelles), thèse défendue le 26 juin 2017.

- Bribosia, E., présidente du comité d'accompagnement de la thèse de Chloé Brière, EU-Policy in the Fight Against Trafficking in Human Beings. A Representative Example of the Challenges Caused by the Externalization of the AFSJ, copromoteurs: A. Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) et R. Roth (Université de Genève), these défendue en septembre 2016.
- Bribosia, E., présidente du comité d'accompagnement de la thèse de Evangelia Tsourdi, *Administrative Governance in the European Asylum Policy : Towards a Common System*, promoteur : P. De Bruycker (Université Libre de Bruxelles), défendue publiquement le 7 décembre 2016.
- Bribosia, E., membre du comité d'accompagnement de la thèse de Inès Armada, Transnational Investigations and Evidence Law: in search for an EU Legal Framework? The Case of Special Investigation Techniques, co-promoteurs: A. Weyembergh (Université Libre de Bruxelles) et P. De Hert (Vrije Universiteit Brussel).
- Bribosia, E., co-supervision (avec I. Rorive) de six étudiants en stage en centre de recherche dans le cadre de l'*Equality Law Clinic*.
- Joncheray, N., responsable du séminaire de TFE recherche dans le cadre du Master de spécialisation en droit européen.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec J. Spencer et N. Padfield, Cambridge) du projet post-doctoral *Reconnaissance mutuelle et droit pénal : un nouveau droit à la liberté est- il nécessaire au sein de l'Union européenne ?*, projet financé par la Fondation Wiener- Anspach, 2016-2018.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec K. Ligeti, Université de Luxembourg) de la thèse de Chiara Ricci, *The Role of Criminal Law in the Enforcement of the EU's External Border Policy*, en cours.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec F. Kuty, Université Libre de Bruxelles) de la thèse d'Anthony Rizzo, L'influence du droit pénal européen sur le droit pénal belge, plus particulièrement en matière de saisies et de confiscations, en cours.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec F. Kuty, Université Libre de Bruxelles) de la thèse de Laurent Kennes, *Les systèmes de sanctions des irrégularités en procédure pénale : État de la question en droit national et européen*, en cours.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec R. Roth, Université de Genève) de la thèse de Céline Cocq, Enhancing the Effectiveness of Information and Intelligence Sharing in the Association of South East Asian Nations (ASEAN) to Fight Serious Transnational Crime: Towards a Regionalisation in Criminal Matters?, en cours
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec P. De Hert, Vrije Universiteit Brussel) de la thèse de Inès Armada, *Transnational Investigations and Evidence Law: In Search for an EU Legal Framework? The Case of Special Investigation Techniques*, en cours.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec P. De Hert, Vrije Universiteit Brussel) de la thèse de Auke Willems, *Demystifying the Trust Problem in EU Criminal Law: Enhancing Mutual Trust by Harmonising Criminal Procedural Rights?*, défense en avril 2017.
- Weyembergh, A., co-promotrice (avec P. De Her, Vrije Universiteit Brussel) de la thèse de Irene Wieczorek, *The Legitimacy of EU Criminal Law: What Role for Normative Justifications?*, defense en novembre 2016.

- Weyembergh, A., co-promotrice (avec R. Roth, Université de Genève) de la thèse de Chloé Brière, EU-Policy in the Fight Against Trafficking in Human Beings. A Representative Example of the Challenges Caused by the Externalization of the AFSJ, défense en septembre 2016.
- Weyembergh, A., membre du comité d'accompagnement de la thèse de Mona Giacometti (Université Catholique de Louvain), La récolte interétatique de preuves au sein de l'Union européenne.
- Weyembergh, A., présidente du comité d'accompagnement de la thèse d'Elisa Narminio (Université Libre de Bruxelles et Université de Waseda), Combating Child Trafficking Through International Law and Policy: a Multilevel Governance and Transnational Cooperation Approach, en cours.
- Weyembergh, A., membre du comité d'accompagnement et du jury de thèse de Suliane Neveu, Le transfert de l'exécution des peines privatives et restrictives de liberté en droit européen. À la recherche d'un équilibre entre intérêts individuels et collectifs », Université Catholique de Louvain, défense le 24 février 2016.

IV. PROJETS SCIENTIFIQUES

1) Ouvrages et articles en cours de publication

a. Ouvrages

• Bribosia, E. et Rorive, I. (eds.), *Human Rights Tectonics. Global Perspectives on Integration and Fragmentation*, Intersentia, 2018, accepté pour publication.

b. Articles

- Fromont, L., « La protection juridictionnelle des particuliers face aux politiques d'austérité : la fin de l'*imbroglio* juridique ? Commentaire des arrêts Ledra Advertising e.a. et Mallis et Malli e.a. de la Cour de justice du 20 septembre 2016 », *Cahiers de droit européen*, 2017, accepté pour publication.
- Dony, M. et Joncheray, N., rédaction conjointe du Juriclasseur *Banques et concurrence*.
- Joncheray, N., analyse comparée du niveau de protection juridictionnelle en matière de gels d'avoirs s'agissant de sanctions terroristes et non terroristes, *Cahiers de droit européen*, à paraître en février 2018.
- Rizzo, A. et Weyembergh, A. « L'Union européenne, acteur incontournable en matière de garanties procédurales : derniers développements législatifs, jurisprudentiels et leur mise en œuvre en droit belge », *Revue trimestrielle des droits de l'Homme*, à paraître en janvier 2018.

2) Projet(s) collectif(s)

Le Centre de droit européen continue les projets collectifs qui se déroulent dans le cadre des deux réseaux européens accueillis en son sein.

Ainsi au cours de l'année académique 2017-2018, le réseau ECLAN et le réseau Odysseus continueront leurs activités annuelles (séminaires doctoraux, écoles d'été et conférences annuelles), qui sont détaillées plus haut. Pour plus d'informations, voir les sites du réseau ECLAN (https://eclan.eu/en) et du réseau Odysseus (https://odysseus-network.eu).

• Equality Law Clinic

La clinique a été créée en octobre 2014 dans le cadre du Pôle d'attraction Interuniversitaire, The Global Challenge of Human Rights Integration: Towards a Users' Perspective qui analyse les droits humains dans une perspective intégrée. La clinique est également associée au projet Berkeley Comparative Anti-Discrimination Law Study Group.

Rattachée au Centre Perelman de philosophie du droit et au Centre de droit européen de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), l'*Equality Law Clinic* (ELC) offre à des étudiants sélectionnés de Master 2 un stage de recherche destiné à approfondir leurs compétences juridiques en travaillant sur des cas réels en droit de la non-discrimination dans une perspective transnationale. Afin de combiner le volet théorique et pratique, l'ELC favorise une approche transdisciplinaire qui ancre les problèmes juridiques dans leur contexte socioéconomique. L'objectif consiste tant à donner aux étudiants une expérience universitaire unique qu'à contribuer concrètement à la promotion de l'égalité et de la justice. Les langues de travail de la clinique sont le français et l'anglais.

Les étudiants suivent un module général et un module spécifique qui regroupent des cours, des séminaires et des conférences dispensés par des académiques et des praticiens engagés dans les droits humains et le droit de la non-discrimination. À l'issue du stage de recherche, les étudiants réalisent une contribution originale de nature à épauler les individus concernés ainsi que les organisations partenaires, qu'elles soient locales ou globales. La nature de cette contribution dépend du cas traité et est définie en concertation avec les acteurs de terrain : tierce intervention devant une juridiction ou une instance régionale ou internationale, guide pour les praticiens, code de conduite, rapport thématique, *etc*.

Les quatre axes de recherche de l'ELC ont porté sur :

- Le droit de l'immigration et le droit de l'asile
- La justice reproductive et le droit à l'avortement
- Les droits des populations trans*
- Les droits des personnes souffrant d'un handicap

Durant l'année académique 2016-2017, l'ELC a particulièrement concentré son action sur les droits des populations trans*.

Depuis 2007, la loi « relative à la transsexualité » viole gravement les droits humains des personnes trans* et intersexuées. Cette loi conditionne la modification de l'état civil à un

parcours psychiatrique, une procédure médicale de « réassignation sexuelle » ainsi que la stérilisation. Cette législation enferme les personnes trans* dans un parcours de soins obligatoires et rigides, en niant aussi bien la diversité de leur situation que leur intégrité physique et psychologique. Elle contribue à l'exclusion sociale de nombreuses personnes trans*.

L'équipe de l'*Equality Law Clinic* de l'Université Libre de Bruxelles a travaillé depuis 2014 sur cette question. Dans un premier temps, en collaboration avec l'association Genres Pluriels et la Ligue des Droits de l'Homme, l'ELC a élaboré un projet de réclamation devant le Comité européen des droits sociaux en charge de la supervision de la Charte sociale européenne (CoE). Dans un deuxième temps, eu égard à la volonté politique d'honorer l'accord du gouvernement fédéral de 2014 de modifier la loi « relative à la transsexualité », l'ELC s'est jointe au communiqué de presse intitulé « Belgium must respect the fundamental of transgender l'occasion rights people » à de la. Pride 2016.

Ensuite, l'ELC a œuvré en collaboration avec l'association Genres Pluriels, Amnesty International, la Ligue des Droits de l'Homme et les trois coupoles LGBTQI du pays (Rainbowhouse, çavaria, Arc-en-ciel Wallonie) afin d'élaborer une <u>législation relative à l'identité de genre, l'expression de genre et les caractères sexuels</u> qui soit respectueuse des droits des personnes trans* et intersexuées qui prenne en compte l'ensemble des volets générateurs d'exclusion (état civil, droit à la santé, non-discrimination).

Dans le cadre de ces différents processus, l'ELC a récolté de nombreux témoignages de personnes trans* et intersexuées qui ont subi des traitement discriminatoires dans différents domaines de la vie sociale : éducation, emploi, logement, transports, *etc*. Ces discriminations résultent en partie de la loi de 2007 et des obstacles qu'elle prévoit pour le changement de leur état civil. Une <u>brochure d'information</u> à destination du grand public a également été réalisée.



L'ELC a enfin organisé, le 15 mars 2017, une conférencedébat intitulée « Les droits bafoués des personnes trans en Belgique en 2017 ». Cet événement a été l'occasion de réunir des spécialistes de différentes disciplines (psychologues, médecins, juristes), des représentants du monde associatif et du monde politique. À cette occasion, l'engagement a été pris d'organiser des auditions dans le cadre du débat parlementaire qui allait débuter suite au dépôt, au Parlement fédéral, du projet de loi réformant des régimes relatifs aux personnes transgenres en ce qui concerne la mention d'un changement de l'enregistrement du sexe dans les actes de l'état civil et ses effets (no. 2403/1). L'ELC a été invitée à participer aux auditions organisées le 25 avril 2017 à la Chambre des Représentants.









BEYOND 'CRISIS'? THE STATE OF IMMIGRATION AND ASYLUM LAW AND POLICY IN THE EU

Odysseus Annual Conference 10 FEBRUARY 2017

ment: Databases | Legal Migration | The Partnership Fra

CHARLEMAGNE BUILDING | RUE DE LA LOI 170 | 1000 BRUSSELS





Actualités

juridictionnelle

européenne







de la protection dans et par l'Union

Louise FROMONT et Amaud VAN WAEYENBERGE coordinateurs







Centre de droit européen

2016-2017







